



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté du 23 JUIL. 2020 réglementant les activités exercées par la Société SAIPOL –
Établissement de DIEPPE (76200) – Quai des Indes**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement ;
- Vu la décision d'exécution de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les industries agroalimentaires et laitières, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;
- Vu la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution dite "IED" (Industrial Emissions Directive) ;
- Vu la directive cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 19-153 du 13 septembre 2019 portant délégation de signature à M. Vincent NATUREL, secrétaire général adjoint de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant les activités de la société SAIPOL sur son site de DIEPPE ;
- Vu l'arrêté de mesures d'urgence du 17 février 2018 ;
- Vu le récépissé de prise de possession par la société SAIPOL des activités précédemment exercées par la société COMEXOL à compter du 1^{er} février 1995 ;
- Vu le courrier de demande d'antériorité de l'exploitant du 28 février 2013 relatif à la rubrique 3642.2 ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 14 mai 2014 actant le classement des activités sous la rubrique 3642.2 et le BREF associé FDM ;
- Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 26 juin 2016 actant le classement des activités sous la rubrique 2010 ;
- Vu le porté à connaissance du 3 mai 2018 relatif à un test de pressage à froid de graines de colza dans l'atelier préparation sur le site de Dieppe et le courrier en réponse de l'inspection des installations classées du 14 juin 2018 ;
- Vu le porté à connaissance du 24 mai 2019 relatif à la reprise d'une activité de chargement, stockage et chargement d'huile sur le site de Dieppe et le courrier en réponse de l'inspection des installations classées du 18 juin 2019 ;

- Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2020-003503 relative au projet de réindustrialisation sur la commune de DIEPPE (Seine-Maritime), déposée par la société SAIPOL le 20 janvier 2020 et reçue complète le 6 février 2020 ;
- Vu les avis rendus par la DDTM le 23 janvier 2020 et le 6 février 2020 ;
- Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale en date du 9 mars 2020 ;
- Vu le dossier de réexamen en date du 25 février 2020 et le rapport de base en date du 11 mars 2020 transmis par la société SAIPOL conformément aux articles R.515-70 à 74 du code de l'environnement ;
- Vu le positionnement de l'exploitant en date du 2 mars 2020 vis-à-vis des substances susceptibles d'être rejetées au milieu naturel – points 3 et 4 de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 ;
- Vu le courrier de la communauté d'agglomération Dieppe-Maritime en date du 23 mars 2020 au sujet de la fourniture en eau potable ;
- Vu le rapport de modélisation acoustique en date du 13 mai 2020 ;
- Vu les transmissions du projet d'arrêté faite à l'exploitant, notamment par courriels du 17 avril au 25 mai 2020 ;
- Vu l'addendum du dossier en date du 25 mai 2020 ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet, notamment par courriels du 10 mai au 15 juin 2020 ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 16 juin 2020 de l'inspection des installations classées ;
- Vu l'avis en date du 7 juillet 2020 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu le projet d'arrêté porté le 17 juillet 2020 à la connaissance du demandeur ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 22 juillet 2020 ;

Considérant :

que la société SAIPOL exploite régulièrement une usine de trituration et d'extraction d'huiles végétales sur la commune de DIEPPE ;

que l'établissement est soumis à autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

que l'objet du présent arrêté est de mettre à niveau les dispositions applicables sur le site en matière de prévention des risques technologiques pour la réindustrialisation du site ;

que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} –

La société SAIPOL, dont le siège social est situé 11, rue de Monceau – 75008 PARIS, est tenue, pour son établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de DIEPPE, Quai des Indes, de se conformer aux prescriptions complémentaires ci-annexées.

Article 2 -

Une copie du présent arrêté est tenue, au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

Article 3 -

L'établissement demeure soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 -

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Article 5 -

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 -

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rouen:

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues à l'article 7 du présent arrêté ;
et,
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 7 du présent arrêté ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption ;

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr

Article 7 -

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la Mairie de Dieppe et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la Mairie de Dieppe pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de la commune de Dieppe fait connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Seine-Maritime l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine Maritime pendant une durée minimale d'un mois.

Article 8 -

Le Secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des territoires et de la mer, le Directeur de l'agence régionale de santé, le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, les inspecteurs du travail, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au bénéficiaire de l'autorisation environnementale.

Fait à ROUEN, le **23 JUIL. 2020**

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation,
le secrétaire général adjoint



Vincent NATUREL